



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 03/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HURTAUD DAMIEN

1 LA PALU
33240 Cubzac Les Ponts

Références : 26-293
Code AIOT : 0100292433

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2026 dans l'établissement HURTAUD DAMIEN implanté 1 LA PALU 33240 Cubzac les Ponts. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre de l'opération "Territoire Propre" menée avec la brigade de gendarmerie de Saint-André-de-Cubzac au sein de la zone artisanale La Palu.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HURTAUD DAMIEN
- 1 LA PALU 33240 Cubzac les Ponts
- Code AIOT : 0100292433

- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société HURTAUD DAMIEN (nom commercial : PNEUMATIQUES H24) exerce sur la commune de Cubzac-les-Ponts une activité de montage/démontage de pneumatiques sur véhicules. Les pneumatiques usagés sont remplacés par des neufs. Au sein du garage, des pneumatiques usagés et neufs sont stockés.

Jusqu'en septembre 2025, le site était exploité par la société PNEUS CUBZAC, qui réalisait les mêmes activités.

Un arrêté de mise en demeure de régularisation de la situation administrative a été pris par le Préfet de la Gironde, à l'encontre de l'exploitant le 20 mars 2026, car ce dernier exerce cette activité illégalement alors qu'elle relève de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Thèmes de l'inspection :

- Autre

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative - Rubrique 2714 (TTR de pneumatiques usagés)	Code de l'environnement du 08/12/2025, article Annexe à l'article R.511-9	Avec suites, Demande d'action corrective, Mise en demeure, dépôt de dossier	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site n'est plus une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) car l'exploitant a procédé à l'évacuation de pneumatiques usagés pour atteindre un volume inférieur au seuil de la rubrique ICPE associée (2714) et qu'il a été constaté l'absence d'impact apparent sur les sols. L'exploitant doit cependant rester vigilant vis-à-vis du volume de pneumatiques usagés entreposés sur le site et s'assurer en permanence de ne pas dépasser le volume de 100 m³. Il est proposé au Préfet de la Gironde de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure de régularisation administrative du 20 mars 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative - Rubrique 2714 (TTR de pneumatiques usagés)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/12/2025, article Annexe à l'article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Transit, regroupement, tri de pneus

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/10/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Mise en demeure, dépôt de dossier

Prescription contrôlée :

Rubrique 2714 de la nomenclature des ICPE :

Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de [...] plastiques, caoutchouc [...] l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719

Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant	
1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ ;	(E)
2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	(D)

E (enregistrement), D (déclaration)

Constats :

Sur le site, il est constaté la présence de stockages de pneumatiques usagés. Ces derniers sont issus de l'activité de démontage de pneumatiques, réalisée par l'exploitant. Ils doivent être considérés comme des déchets, car abandonnés par leur détenteur initial.

L'exploitant réalise donc une activité de transit de déchets de pneumatiques. Il indique que certains de ces pneumatiques usagés sont voués à être réutilisés.

La note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement des déchets (version du 27 avril 2022) indique que *"Toute la surface d'entreposage des déchets de pneumatiques reçus sur l'installation est à prendre en compte. Il n'y a pas lieu de retirer une partie de la zone parce que les pneus seront réutilisés ensuite."*

Les volumes de pneus usagés présents sur le site a pu être estimé :

- Au rez-de-chaussée :
 - Dans la pièce du fond : environ 50 pneus éparpillés ;
 - Dans la pièce principale (immédiatement à droite de l'entrée) : environ 160 m3 ;
 - Dans la pièce principale (sur la droite de l'entrée, juste avant d'accéder à la pièce du fond) : environ 164 m3;
- A l'étage :
 - Pièce tout au fond à gauche : environ 46 m3 ;
 - Pièce intermédiaire : environ 30 m3 ;
 - Palier : environ 24 m3 ;
 - Couloir d'accès : environ 14 m3.

Ainsi, de façon majorante, le volume entreposé de pneumatiques au sein du local est d'environ : 438 m3.

La part de pneumatiques neufs est minoritaire par rapport à la part de pneumatiques usagés.

Le jour de la visite d'inspection, le site relève donc du régime de la déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 2714.

Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a fait connaître par courriel du 31 mars 2026, les actions mises en place afin de revenir à une situation conforme. En conséquence, il transmet des photographies montrant le chargement d'un camion d'enlèvement des pneumatiques usagés, ainsi les différentes parties du local rangées et vidées d'une part importante des pneumatiques usagés qui avaient été vus lors de la visite d'inspection. L'exutoire des pneumatiques usagés est la société DISTRI PNEUS INTERNATIONAL (Martres-Tolosane - 31 220, site régulièrement soumis à déclaration au titre de la rubrique 2663-1-b), société spécialisée, grossiste en pneumatiques d'occasion. L'exploitant transmet un justificatif provisoire (en attendant la délivrance de la facture), daté du 30 mars 2026 et indiquant que les pneumatiques usagés ont été correctement réceptionnés.

L'exploitant indique que les pneumatiques sont désormais stockés de façon organisée en rack, ou en îlots délimités au sol. La hauteur des stockages est limitée à 1,50 m. Des allées sont désormais laissées libres de façon à faciliter le passage du personnel et des services de secours si besoin.

Des éléments transmis, l'exploitant estime désormais que le volume résiduel de pneumatiques stockés sur le site est d'environ 87 m3 (au plus 1250 pneumatiques), ce qui est en dessous du seuil de 100 m3 de la rubrique 2714.

Ces éléments permettent d'attester que le site est revenu à un état de conformité en restant sous les seuils ICPE. Le site n'est plus une ICPE.

De plus (R.512-66-1 et R.515-75-1 du code de l'environnement) :

- l'activité est désormais en dessous des seuils ICPE de la rubrique 2714 (site non classé) ;
 - le site est en sécurité :
- les pneumatiques usagés présents en volume trop importants ont été évacués. Ces derniers étaient tous entreposés à l'intérieur du bâtiment et sur des zones étanches, limitant le risque de pollution des sols et des eaux souterraines ;
 - les accès au site sont limités aux périodes de présence du personnel ;
 - les risques d'incendie et d'explosion sont maîtrisés (réduction du volume de pneus, mise en place de mesures organisationnelle des stockages) ;
 - il n'est pas identifié à ce stade d'impact sur l'environnement nécessitant la mise en place d'une surveillance environnementale.

La clôture de la procédure de cessation d'activité du site peut donc être actée.

En conséquence, il est proposé au Préfet de la Gironde de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure de régularisation administrative du 20 mars 2026.

Type de suites proposées : Sans suite